

27 septembre 2006, Roumanie

Allocution à l'occasion du Sommet de la Francophonie

Monsieur le Secrétaire général,

Chers Collègues,

À titre de chef du nouveau gouvernement du Canada, je suis très fier de présenter aujourd'hui les hommages de mes concitoyennes et de mes concitoyens à la grande famille de la Francophonie. Je veux remercier nos hôtes roumains, en particulier le Président Basescu, pour leur hospitalité.

Je salue aussi notre secrétaire général qui anime l'Organisation internationale de la Francophonie avec tant de talent qu'il en vient à la personnifier. Et j'aimerais aussi souligner la présence du premier ministre du Québec, Jean Charest, et du premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord. Au Président, au secrétaire général et à tous les participants à ce Sommet, je veux, d'emblée, réaffirmer le ferme engagement de tout le Canada à l'égard de la Francophonie internationale. Certains parmi vous savez sans doute que le parti que je dirige trouve ses origines dans les formations politiques qui ont créé la confédération canadienne en 1867. Je le mentionne pour souligner que le respect du caractère francophone du Canada fait partie des principes fondateurs de mon parti et de mon pays. Et aujourd'hui, comme Premier ministre canadien, j'ai l'intention de veiller à ce que la personnalité bilingue et multiculturelle du Canada soit reflétée fidèlement sur la scène internationale. Il n'est pas étonnant que nous ayons été les premiers à ratifier la jeune Convention sur la diversité culturelle.

À ce titre, la Francophonie a joué un rôle majeur dans l'adoption d'une convention à l'UNESCO faisant de la diversité culturelle un cadre de référence incontournable. Et vous pouvez aussi compter sur mon appui indéfectible aux objectifs de la Francophonie internationale. Cet engagement nous est inspiré, à nous Canadiennes et Canadiens, par la nature même de notre pays et par notre histoire. Le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec, que nous célébrerons en 2008, au moment où je serai l'hôte du prochain Sommet, en partenariat avec le premier ministre Charest, rappelle que la langue française est la langue fondatrice du Canada. Mais la survivance du français en terre d'Amérique du Nord depuis quatre siècles n'est pas un accident de l'histoire.

Si l'on parle encore français au Canada aujourd'hui, c'est grâce au courage, à la ténacité, et à la créativité de générations de francophones qui ont enraciné et nourri dans le Nouveau Monde des valeurs et des espoirs venus de l'ancien continent. En 1609, un an après la fondation de Québec, l'écrivain français Marc Lescarbot écrivait : « Ne devront aller en Canada que des gens avides de grandes entreprises, désireux d'obtenir un renom honorable par des actions extraordinairement belles et de difficile exécution. » À travers les âges, sur tous les continents, des communautés d'hommes et de femmes ont réalisé, en français, « des actions extraordinairement belles et de difficile exécution. » C'est notre héritage commun et une source de fierté. Cela doit aussi devenir une richesse partagée et un motif d'espoir.

La Francophonie doit aussi contribuer à réduire les tensions et les conflits qui nous affectent. L'OIF doit devenir un partenaire important dans les efforts de paix et de réconciliation. C'est le principal message qu'a exprimé, à Saint-Boniface, la ministre canadienne responsable de la Francophonie, Josée Verner, qui a présidé la Conférence sur la prévention des conflits et la sécurité humaine. Cela a été une étape importante pour notre organisation. Aujourd'hui, je vous invite à entériner la Déclaration de Saint-Boniface et à demander au secrétaire général de définir un programme d'action pour sa mise en œuvre.

La semaine dernière, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai eu l'occasion d'évoquer les engagements du Canada sur la scène internationale. Ces engagements s'exercent naturellement au sein de la Francophonie. En Haïti, par exemple, nous avons pris acte il y a dix ans. La communauté internationale a stabilisé la situation militaire dans le pays, mais ne l'a pas aidé à reconstruire ses institutions, ce qui a contribué à sa rechute. Nous croyons que l'appui aux pays en crise doit s'inscrire dans la durée. C'est pourquoi nous travaillons présentement à rétablir la sécurité et la stabilité en Haïti. Cent policiers civils canadiens travaillent aujourd'hui au sein de la mission de Nations Unies en Haïti. Haïti est maintenant le plus important bénéficiaire de l'aide canadienne dans les Amériques, à hauteur de plus de 500 millions de dollars sur cinq ans. Mais la tâche est énorme et englobe la réforme judiciaire, la reconstruction sociale et économique, et surtout, la réconciliation nationale et le renforcement des institutions démocratiques. L'OIF fait aussi sa part en Haïti. Ensemble, je sais que nous réussirons. Nous devons réussir. Ce pays a trop souffert pendant trop longtemps.

À la frontière de l'espace francophone, nous sommes témoins de la terrible crise du Darfour où le désir de paix et le besoin de stabilité du continent africain sont mis à l'épreuve, malgré les efforts remarquables déployés par l'Union africaine. Nous sommes d'ailleurs le troisième plus important contributeur à la mission de l'Union africaine au Soudan et nous sommes sur le terrain depuis longtemps. Le Canada contribue à la lutte contre la violence sexuelle et la violence faite aux femmes. Nous voulons promouvoir la réforme de la justice, recréer un cadre de sécurité, réduire le trafic d'armes et renforcer les institutions de gouvernance et de vie communautaire. Le gouvernement du Soudan devra passer le flambeau de la mission de l'Union africaine au Soudan aux Nations Unies dès la nouvelle année et avec un commandement africain. La Francophonie est aussi interpellée par le drame soudanais parce que la crise traverse les frontières.

Le Tchad et la République démocratique du Congo ont besoin d'un voisin en paix et la RDC doit pouvoir effectuer sa transition démocratique sans distraction extérieure. Nous devons tous agir pour sauver une population désespérée. Telle est la responsabilité de protéger. Les événements dramatiques qui se sont déroulés au Moyen-Orient ont par ailleurs donné lieu à un mouvement de solidarité que je salue au sein de la Francophonie. Le Canada a pour sa part créé un fonds d'aide humanitaire de plus de 30 millions de dollars afin de répondre efficacement aux besoins d'aide, de reconstruction et de stabilisation au Liban. Je profite de l'occasion pour remercier Chypre, qui va bientôt se joindre officiellement à nous, pour son aide inestimable dans le rapatriement des ressortissants canadiens au Liban. Les engagements pris par la communauté internationale pour la reconstruction de ce pays doivent être respectés et l'aide promise doit être acheminée dans les meilleurs délais.

Mais n'oublions pas qu'à long terme, l'objectif reste l'instauration d'une paix juste et durable pour tous les pays du Moyen-Orient. La Francophonie doit faire sa part en faveur de l'apaisement des tensions dans la région. Je note aussi avec satisfaction qu'une douzaine de membres, membres associés ou pays observateurs de l'OIF sont présents en Afghanistan. La semaine dernière j'ai reçu le Président Karzaï au Canada. Il nous a parlé de la lutte qu'il mène contre la terreur, l'intimidation, la violence et l'oppression. Sa visite a permis de démontrer à la population canadienne l'importance de notre mission en Afghanistan pour la paix et la sécurité du monde. Mais les mesures militaires ne suffisent pas. L'avenir dépend tout autant de la contribution d'éducateurs, d'ingénieurs et de conseiller en élections. Voilà pourquoi nous avons porté notre aide au développement en Afghanistan à près d'un milliard de dollars sur dix ans. Les soldats qui donnent leur vie au champ d'honneur en Afghanistan se sacrifient pour nous tous. Et nous demeurons résolus à construire un avenir meilleur pour le peuple afghan.

Voilà pourquoi je suis heureux que l'éducation soit au cœur de ce Sommet. C'est une priorité pour la Francophonie et c'est pour le Canada un des piliers de notre politique de coopération internationale. Nous savons tous que les nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionnent nos vies et démocratisent la connaissance par sa transmission au plus grand nombre. Alors que nous fêtons l'année Senghor, cet homme d'État, cet écrivain et ce pédagogue percevait la Francophonie comme un « idéal qui anime des peuples en marche vers une solidarité de l'esprit ». À cette solidarité de l'esprit s'ajoute dorénavant celle de l'action. Nous vivons à l'heure de la réforme des institutions multilatérales. L'OIF a entrepris sa propre réforme en vue d'une gestion plus efficace. Nous encourageons le secrétaire général dans ses efforts. Il peut compter sur l'appui du Canada.

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Dans deux ans, la mairesse Boucher, le premier ministre Charest et moi-même aurons le plaisir de vous accueillir dans la ville de Québec à l'occasion du 400e anniversaire de sa fondation. Rares sont les villes nord-américaines qui peuvent célébrer un tel passé. C'est une date historique pour le Canada tout entier et pour l'Amérique du Nord. C'est à partir de cette date que nous avons véritablement commencé à devenir ce que nous sommes aujourd'hui. Car la fondation de Québec marque aussi la fondation de l'État canadien. De Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, les Canadiennes et les Canadiens célébreront cette grande fête. Nous espérons que vous vous joindrez à nous.

On dit chez nous que chaque être doit avoir deux villes dans son cœur : la sienne et Québec.

Vous me pardonnerez de répéter cet adage ici, dans la belle ville de Bucarest.

Je vous remercie.